



Ruralité

# Usagers de la campagne : une cohabitation difficile

« Depuis plusieurs mois, les incivilités se sont multipliées à proximité des parcelles agricoles. Vols de fruits, déchets sauvages, piétinement de légumes, déjections canines, affolement de troupeaux... Le liste est longue et le désarroi des agriculteurs à son comble ! »

« Quelques kilomètres du lac Léman, les 18 ha de légumes de Karine Bidal du Gaec La Renouillère à Sciez (Haute-Savoie) sont presque devenus un bien commun. « Depuis quelques mois nous assistons à un retour en force d'actes malintentionnés dans nos champs », lâche-t-elle désabusée. Des quads qui se croient sur un terrain de rallye, des maîtres qui lancent des bâtons à leurs chiens et qui piétinent les salades, des voitures qui font demi-tour au milieu des cultures, des déjections canines et des champs comme ils le feraient dans leur frigo... « Il y a quelques semaines nous avons jeté une cinquantaine de pieds de pommes de terre ruinés à la poubelle. Les passants ne comprennent pas que la culture est foutue si on l'écrase, que leurs déchets peuvent abîmer notre matériel », explique la maraîchère qui a récemment fermé un chemin pour limiter la casse. « Nous avons investi dans quatre panneaux pour indiquer qu'il s'agit d'une propriété privée mais ils n'ont pas l'air d'avoir fait grand effet. Certains pensent que la nature leur appartient et ne se rendent pas compte qu'elle est notre outil de travail. Les panneaux, encore faut-il vouloir y prêter attention ! » regrette-t-elle.

« La ferme n'est pas un zoo libre d'accès »  
Ce manque de civisme a souvent lieu les week-ends ou en soirée. « Nous retrouvons tous types de déchets, de la canette de soda à la bouteille en verre, du bidon pH pour piscine au mouchoirs, morceaux de ferraille, gravats et préservatifs usagés... Ces actes ne sont pas nouveaux mais se sont exacerbés lors du premier confinement », indique Marie-Christine Duparc, femme d'éleveur à Poisy. Il y a une dizaine d'années, elle s'est « amusée » à peser les déchets retrouvés sur les parcelles familiales où travaille aussi sa fille. « une



Les restes d'un repas laissés au bord d'un champ.

tonne en un an après j'ai arrêté de compter ! » lâche-t-elle. Ce qui agace le plus Marie-Christine, c'est cette normalité des passants à « se croire partout chez eux, en terrain conquis ». « La ferme n'est pas un zoo libre d'accès. C'est un lieu qui peut être dangereux si on ne le connaît pas, où l'on peut transporter et ramener des maladies. Je pense aux crottes de chiens qui au contact de nos vaches peuvent véhiculer la néosporose, responsable de leur avortement. Ce n'est pas rien, il en va de la santé de nos troupeaux. » Si elle a l'habitude d'expliquer les pratiques agricoles auprès du grand public, elle pointe régulièrement un sujet délicat qui rend la vie des agriculteurs compliquée au quotidien : le comportement des conducteurs et des cyclistes sur les routes. « Un tracteur c'est gros, les outils agricoles aussi. Lorsqu'on en croise un, il me semble logique de ralentir, tout comme à l'approche d'un troupeau. Je ne compte plus le nombre de fois où nous avons dû courir après nos vaches pour les récupérer affolées. Il suffirait juste de baisser sa vitre,

de se parler pour mieux s'organiser sur les routes mais les gens roulent vite, n'ont pas le temps... », constate-t-elle.

La méconnaissance des codes de la montagne  
Bernard Marchand, éleveur à la chéverrie de Vesonne à Faverges (Haute-Savoie) est, lui, confronté à l'acceptation de son patou par les passants apeurés. « Les gens sont assez agressifs, ils ne comprennent pas qu'on ait des chiens qui ne soient pas attachés. On leur explique que ce sont des chiens de travail qui restent avec les chèvres, qui sont intégrés au troupeau et qui nous permettent de nous protéger du loup mais ce n'est pas suffisant. Je pense qu'il y a avant tout une méconnaissance des codes de la montagne. Les citadins viennent ici parce que nos paysages sont beaux, ils profitent de nos lieux sans se poser la question s'ils sont privés ou pas ! Ils campent dans nos champs, installent leur table de pique-nique sans demander l'autorisation... », témoigne l'éleveur installé en alpage en plein cœur du Massif des

Bauges. Grâce à la société d'économie alpestre (SEA), en lien avec le parc naturel des Bauges et les Offices de tourisme installés sur le territoire, l'éleveur a pu s'impliquer dans une formation pour sensibiliser le public à adopter un comportement adéquat avec le patou. « La plupart des traileurs font partie de ces personnes qui ignorent nos codes. Ils regardent leur vitesse de course et ne ralentissent pas à l'approche des troupeaux. Nos chiens leur courent après. Du coup, ils courent encore plus vite et ça dégénère. Nous sommes en décalage complet avec cette population, c'est compliqué de faire passer des messages », témoigne Bernard Marchand.

« Il suffit d'un peu de bon sens ! »  
Des premières cerises aux dernières pommes, tous les ans, Philippe Dumont, arboriculteur installé à Vourles dans la vallée du Garon (Rhône), subit des vols dans ses parcelles. Avec la possibilité de télétravailler et de s'éloigner des centres-villes, l'épidémie de la Covid-19 a engendré une recrudescence de comportements malpolis ou simplement ignorants et inexpérimentés de la part des citadins. L'arboriculteur rhodanien retrouve régulièrement ses arbres dépouillés. « Les passants se servent, remplissent leur sac à dos ou leurs cagettes et repartent comme si de rien n'était. Les pertes se chiffrent en dizaines de tonnes. Je ne préfère même pas calculer le manque à gagner », explique-t-il d'un ton blasé. « Ce n'est même plus de la colère, on est complètement désabusés », reprend Marie-Christine Duparc, nos numéros sont écrits en gros à l'entrée de nos fermes. Appelez-vous, posez-nous des questions avant de vous servir ou de vous approprier nos champs. Je pense qu'on peut tout régler en se parlant. Je garde espoir. Il suffit d'un peu de bon sens et de communication ! »

Alison Pelotier

INITIATIVES / Alors que les campagnes françaises devraient encore accueillir de nombreux touristes cet été, les opérations de communication fleurissent elles aussi. Leur objectif : sensibiliser au respect de l'environnement.

## Des actions de communication pour sensibiliser les citoyens

Préserver les milieux autant que la tranquillité des personnes qui vivent ou travaillent dans les campagnes : tel est le sens de l'opération menée par de nombreux professionnels du tourisme à l'approche des vacances d'été. Ainsi, Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme a développé dès 2018 le concept de « tourisme bienveillant » alliant valorisation d'un tourisme plus durable et respect des lieux traversés. « Nous apprécions que les gens viennent découvrir nos campagnes mais il faut poser des limites. Ce sont des lieux de vie et d'activité humaine, notamment agricole. Le tourisme bienveillant intègre évidemment un appel au respect des sentiers et des parcelles privées que l'on peut rencontrer sur son chemin », explique le directeur Lionel Fleussier.

Les collectivités territoriales s'emparent du sujet  
Intrusions sur des propriétés privées, dégradations des cultures ou encore déchets abandonnés, les incivilités sont devenues légions dans nos campagnes. Bien décidée à ne pas se laisser faire, la communauté de communes de la vallée

du Garon (Rhône) a lancé une campagne de sensibilisation qui allie rencontres avec les agriculteurs, mobilisation des forces de l'ordre et installation, fin mai, de cent cinquante panneaux d'information sur les parcelles agricoles les plus exposées. En parallèle, des tracts et des messages d'appel au civisme des promeneurs ont également été relayés via les bulletins municipaux, le site internet de la communauté de communes et les réseaux sociaux.

### Les parcs naturels régionaux en première ligne

Face à la surfréquentation qui s'annonce cet été, les parcs naturels concentrent aujourd'hui la majorité des inquiétudes. Face à l'urgence, le parc naturel régional des volcans d'Auvergne, classé au patrimoine mondial de l'Unesco, accueille par exemple depuis l'an dernier la Garde républicaine ! Au total, six chevaux et quatre militaires sont mobilisés durant l'été, le département du Puy-de-Dôme prenant en charge l'hébergement de l'unité ainsi que la location d'un van. En lien avec les gardes du parc qui circulent à VTT, ils assurent la

sécurité, la tranquillité et l'ordre public sur l'ensemble du site. Surtout, ils font office de relai de communication direct auprès du grand public. « L'avantage du cheval est qu'il permet d'accéder à tous les sentiers interdits aux véhicules motorisés, d'avoir une vision très large du secteur et de conserver un très bon contact avec la population », confirme la cheffe Patricia, cavalière de la Garde républicaine qui sera mobilisée tout l'été dans le parc.

### Des tribunes pour alerter l'opinion publique

Pour toucher le plus grand nombre, les parcs naturels régionaux des Bauges et de Chartreuse ont eux décidé de communiquer sur le respect des zones de montagne qui devraient cette année encore être très prisées des touristes et des promeneurs. Rappeler ce qu'est un alpage, le travail des agriculteurs ou encore la fragilité des bêtes et de leur lieu de vie, des évidences qui n'en sont pas tant que cela. Un appel qui fait écho à une tribune plus large cosignée le 17 juin dernier par les parcs naturels régionaux et nationaux de France, les Conservatoires d'espaces naturels, les Réserves naturelles de France, l'Office français de



Dans le parc naturel régional des volcans d'Auvergne, la Garde républicaine assure autant un rôle de répression des infractions que de communication avec la population.

la biodiversité et le réseau des Grands sites de France. « La nature, nous en faisons tous partie et ces territoires ce sont aussi les vôtres. Partageons-les en

les respectant », conclut la tribune, avec une note d'optimisme et un appel au sens des responsabilités de chacun. ■ Pierre Garcia



OFFICE DE TOURISME DU PAYS DIOIS / Comment à l'échelle d'un territoire communiquer sur le respect des productions agricoles? Un exercice pas si simple selon Nathalie Gayraud et Jean-Pierre Rouit, respectivement directrice et président de l'office de tourisme du Pays Diois.

## Une nouvelle clientèle qui n'a pas les codes du retour à la nature

« Nous avons constaté sur la saison 2020, le tourisme et la mentalité des touristes sur un territoire comme le Diois a changé et c'est complètement lié à la crise du Covid, témoigne Jean-Pierre Rouit, président de l'office de tourisme (OT) du Pays Diois. Nous avons effectivement eu des remontées sur des difficultés rencontrées par les agriculteurs. » Comme cet éleveur de Mison qui a dû déloger deux camping-cars installés sur sa parcelle juste avant sa première coupe de foin. « Quand il leur a dit vous êtes chez moi, sur ma récolte, les touristes ont répondu mais vous en faites quoi de ça ? Forcément ça a un peu énervé l'agriculteur, raconte Jean-Pierre Rouit. Mais il est aussi nécessaire d'être habile dans la façon dont on s'adresse à ces gens qui consomment sur notre territoire. » Habile et pédagogique. Nathalie Gayraud directrice de l'OT Pays Diois insiste : « Cette nouvelle clientèle, souvent des urbains de proximité,

Grenoble, Lyon, Valence, en quête de nature après le confinement, n'a pas les clés de lecture de notre environnement. Que ce soit sur les questions de propriété privée, d'agriculture ou de sécurité lorsqu'ils veulent randonner ou bivouaquer en montagne. » D'où le travail pédagogique réalisé par les offices de tourisme chaque fois que cette clientèle passe par leurs guichets. Mais la directrice de celui du pays Diois avertit : « Il faut avoir conscience que les OT ne touchent en général que 10 à 30 % des visiteurs d'un territoire. Ces nouvelles clientèles souvent ne viennent pas se renseigner chez nous. » Les réseaux sociaux, où chacun partage les images du « spot » de baignade ou de pique-nique qu'il a découvert, constituent en général la seule source d'information de ces touristes post-covid. « Ce qui n'est pas sans poser de gros problèmes de surfréquentation au bord de nos rivières », argument les deux représentants de l'office de tourisme.

« Vis ma vie de paysan »  
Alors que faire ? Pour Nathalie Gayraud, les territoires n'ont pas la force de frappe pour communiquer seuls sur ces « codes du retour à la nature ». « Il faut des opérations de communication départementale, régionale, voire nationale sur le sujet », estime-t-elle. A l'échelle locale, elle invite aussi les agriculteurs à poursuivre le travail engagé pour communiquer avec les touristes. « Depuis quatre ans des producteurs Diois ont mis en place l'opération "Vis ma vie de paysan" qui remporte un grand succès [mais n'a pu avoir lieu en 2020, Ndlr] grâce aux ateliers proposés pour découvrir le métier. C'est une occasion privilégiée pour expliquer aux touristes pourquoi on ne peut pas aller piétiner les lavandes pour se prendre en photo », décrit la directrice. Elle cite également la démarche France Passion qui permet à des agriculteurs de proposer un espace d'accueil identifié pour les camping-cars sur leur exploitation,



Jean-Pierre Rouit.

répertorié dans un guide national. Là aussi une occasion d'expliquer les productions. Enfin, Jean-Pierre Rouit, par ailleurs vice-président de la communauté des communes du Diois (CCD), rappelle qu'une commission engagée pour communiquer avec les touristes. « Depuis quatre ans des élus de la CCD et des conseillers municipaux du Diois. « Dès le rush de cette saison passé, nous allons nous emparer de ces questions », assure-t-il. Objectif : définir quelle réponse apporter à cette surfréquentation touristique et à la cohabitation avec ce nouveau profil de clientèle. Le vice-président de la CCD n'exclue pas un tour de table préalable avec les acteurs agricoles sur ce sujet. ■

Sophie Sabot

### INTERVIEW / Jérémie Jallat : « La situation est grave »



Jérémie Jallat, vice-président de Jeunes agriculteurs Auvergne-Rhône-Alpes.  
Quelle vision avez-vous de la cohabitation entre citoyens et agriculteurs ? Jérémie Jallat : « La crise de la Covid-19 a complètement renforcé les problèmes de cohabitation déjà présents, mais de façon plutôt anecdotique. Désormais, les choses s'aggravent sur tout le territoire Auvergne-Rhône-Alpes, le Massif central et au-delà. Nous en sommes arrivés à un stade totalement incontrôlable avec des gens qui se croient chez eux partout, qui ne respectent absolument rien, ni l'herbe, ni les cultures, ni les forêts. »

Le besoin de « se mettre au vert » est-il compatible avec le monde agricole ? J.J. : « Le problème réside dans le fait que trop de monde a investi nos territoires ruraux. Quand on se trouve dans la nature et qu'on n'a pas les codes pour savoir comment il faut se conduire, ça ne peut pas fonctionner. Aujourd'hui, je dirais que 90 % des gens font preuve de méconnaissance mais comprennent quand on leur explique. En revanche, le reste de la population n'en a rien à faire et ce sont ces personnes-là qui vont répéter systématiquement les incivilités. Certains laissent des traces de leur pique-nique dans les parcelles, installent des campements au beau milieu des champs, font du vélo électrique dans les prairies, etc., et nous disent qu'ils ne savaient pas que c'était interdit. Pourtant, ces mêmes personnes recommencent un peu plus loin le week-end d'après ! Il y a une part d'hypocrisie. »

Quel est le profil de ce public indiscipliné ? J.J. : « Aujourd'hui, on se rend compte que les gens responsables sont ceux qui viennent pour venir passer leurs vacances dans les campagnes. Le problème identifié au niveau national, ce sont les gens de la ville, qui viennent pour une journée, qui ne consomment rien sur le territoire, et qui n'en ont strictement rien à faire des agriculteurs. Mais quand on mangera chinois, ce sera trop tard ! Pour moi, aujourd'hui, la situation est grave. Je suis révolté. Durant un week-end, j'ai sorti plus de 200 personnes des champs de ma commune. Si ça continue comme cela, je vais porter plainte contre X. Quoi qu'il en soit, si nous n'avons pas, à court terme, de gardes champêtres dans les communes péri-urbaines, on ne pourra pas résoudre les conflits d'usage avec l'agriculture et la forêt. »

Que faudrait-il pour enrayer ce phénomène ? J.J. : « Depuis plusieurs années, on met des pansements et on essaie de trouver des solutions. Des moyens de prévention sont mis en place, par des communautés de communes ou au sein du parc naturel régional du Vercors, l'un des plus visités de France, par le biais de panneaux explicatifs. Cependant, il ne s'agit là que d'une partie de la solution qui ne résoudra pas tout. Il faut aussi que la loi aille beaucoup plus loin avec des sanctions. Cela passera probablement par un renforcement du droit à la propriété dans le Code rural pour défendre notre métier. » ■ Propos recueillis par Amandine Priolet